

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920 (1).

Tableau VII : Agriculture

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de KERCHOVE d'EXAERDE.

MESSIEURS,

En comparant le Budget de l'Agriculture à certains autres budgets, on constate que les crédits alloués au relèvement de notre première industrie nationale ne sont pas en rapport avec l'importance de cette industrie.

1,000,204 personnes vivent de l'agriculture, alors que ce chiffre n'est que de 1,000,102 pour toutes les autres industries réunies.

La production annuelle est d'environ 2 milliards, production qui peut être considérablement augmentée, si l'on tient compte des 100,000 hectares de bruyères, susceptibles d'être convertis en terres arables. En admettant un rendement de 800 francs à l'hectare, ce qui n'est certes pas exagéré, nous arrivons à une augmentation annuelle de plus de 80,000 millions.

Plus qu jamais, il est donc nécessaire d'encourager la production agricole et de ramener le coût de la vie au taux normal.

Au chapitre premier, la Section Centrale constate une augmentation considérable du personnel.

Nous trouvons, par exemple, 7 directeurs généraux contre 4 en 1914, et cela malgré que le Département des viyres indigènes ait été détaché du Ministère de l'Agriculture.

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. BRUNET, était composée de MM. CARTON DE WIART, MECHelynck, BERTRAND et TIBBAUT, *vice-présidents*; BOLOGNE, BUYL, CARLIER, DE KERCHOVE d'EXAERDE, DE SELYS-LONCHAMPS, DE WOUTERS d'OPLINTER, DRÈZE, HALLET, HOUTART, HUYSMANS, PEPIN, PONCELET, PUSSEMIER, SOUDAN, VAN DE VYVERE, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

Les membres se sont également élevés contre les frais de tournées, voyages, missions, qu'on retrouve aux différents postes, et qui s'élèvent à plus de 700,000 francs.

Enfin, on a fait remarquer que vu l'augmentation du nombre de directeurs généraux, les 32,000 francs affectés aux conseillers techniques devenaient inutiles.

Au chapitre 3 intitulé : Agriculture en général, nous trouvons un crédit de 2,000,464 francs.

Si l'on tient compte que ce crédit comprend : et les indemnités dues aux propriétaires d'animaux abattus dans un intérêt public, et les dépenses occasionnées par les mesures à prendre contre la propagation des maladies contagieuses et les subsides aux syndicats d'élevage, et les subsides alloués aux fonds provinciaux et aux sociétés mutualistes d'assurance et de réassurance, et les sommes affectées aux concours de bétail, on se rendra compte que ce subside est manifestement insuffisant.

Si, en 1914, notre agriculture était pour ainsi dire devenue la première du monde, elle le devait, tant à l'énergique tenacité de nos agriculteurs qu'aux nombreux encouragements accordés par le Gouvernement à tout ce qui avait trait à l'amélioration des races ainsi qu'aux encouragements donnés aux sociétés d'élevage et aux concours de bétail.

Plus que jamais ces subsides auraient dû être maintenus, si l'on songe à l'état dans lequel se trouve notre race bovine et chevaline. Nos provinces sont inondées tant de chevaux que de bétail étranger. Que vont, dans ces conditions, devenir nos différentes races ?

L'expérience a démontré, qu'il faut pour qu'un élevage puisse arriver à de bons résultats, se servir de la race locale, adaptée au sol et au climat du pays où elle vit.

Cette race, il faut l'améliorer par sélection et non recourir au croisement, même avec des races perfectionnées apportées du dehors. Je sais bien que pour le moment la situation est difficile, mais c'est aussi le moment de redoubler les encouragements.

Le travail de reconstruction sera long et difficile. La race bovine a pour ainsi dire disparu dans les régions d'étape. Quand à la race chevaline, les Allemands nous ont pris 70,000 poulinières. Ces juments nous donneraient environ 40,000 poulains par an, soit un rendement de plus de 100 millions.

Le chapitre IV du budget traite de l'enseignement agricole.

La section a été unanime pour demander l'installation à brève échéance, de l'école d'agriculture flamande de Gand. Il faut que cette école soit complète, car si nous avons l'école de Gembloux et de Huy, en pays flamand nous n'avons rien. C'est une injustice à réparer le plus vite possible.

La création d'écoles agricoles régionales a également été discutée. En Wallonie, en Flandre et en Campine, l'agriculture diffère du tout au tout. Ces écoles régionales avec champs d'expérience rendraient les plus grands services et pourraient se créer à fort peu de frais. Les locaux existent, les champs d'expérience existent, et les conférenciers régionaux pourraient faire de bons professeurs.

D'une façon générale l'enseignement agricole devrait être mis sur le même pied que l'enseignement industriel. Il n'y a pas d'arrondissement qui n'ait son école industrielle, d'écoles agricoles on n'en rencontre pour ainsi dire pas. Pour 1000 francs de subsides donnés à l'enseignement industriel, il n'y a pas 100 francs accordés à l'enseignement agricole. Pourquoi cette différence, puisque, comme je le disais en commençant, l'agriculture est aussi importante chez nous que l'industrie.

Le chapitre IV se termine par une demande de crédit de 50,000 francs pour le génie rural. Les membres de la section se sont demandés qui profite de ces 50,000 francs?

*
* * *

Au chapitre concernant les eaux et forêts, les crédits sont manifestement insuffisants, surtout si l'on tient compte de l'état lamentable dans lequel se trouve notre domaine forestier.

Il faudrait aussi, que les encouragements au défrichement soient plus considérables. Loin de moi l'idée de faire faire ce défrichement par l'État. L'opération serait ruineuse et désastreuse. L'exemple est là. Cette intervention de l'État doit se faire d'une triple façon : en créant des routes; en organisant des modes de transport et en veillant aux écoulements d'eau.

Je ne m'étendrai pas sur les deux premiers modes d'intervention. Il est de toute évidence que pour défricher et convertir des bruyères en terres arables, il faut des routes et des moyens de transport.

Quant au troisième mode d'intervention : les écoulements d'eau, on ne pourra jamais assez répéter combien un mauvais écoulement fait de tort à l'agriculture.

La remarque s'applique d'ailleurs tant aux défrichements qu'aux terrains agricoles en général. Nul ne semble se soucier de l'importance de la question. Dans notre système actuel, chacun est livré au bon plaisir de son voisin.

Le rôle des commissaires-voyers consiste à se réunir une ou deux fois l'an, au chef-lieu de province et à toucher un jeton de présence.

C'est l'État ou la province qui devrait prendre ce service à sa charge, quitte à faire payer une taxe par les propriétaires.

Comme pour la police rurale, l'autorité communale se trouve souvent dans une situation fort difficile et par suite de cette situation beaucoup d'écoulements ne se font pas du tout.

En Campine, la situation est aggravée par le fait que fort peu de cours d'eau se trouvent à l'atlas. L'atlas date en effet de 1860, époque à laquelle une grande partie de la province d'Anvers et du Limbourg était encore un vaste marais ou une bruyère. Ici donc la commune ou le commissaire voyer ne peuvent même pas intervenir et le premier venu peut boucher un fossé qui n'existe pas trente ans. Comment, dans ces conditions, voulez-vous défricher ?

Une promptre revision de l'atlas s'impose donc. Quelque temps avant la guerre, le Ministre de l'Agriculture avait chargé un fonctionnaire d'étudier la question des écoulements d'eau. En quelques mois, ce fonctionnaire ren-

dit plus de services aux communes que toutes les commissions et missions avaient pu rendre jusque là. Ce qui prouve que ce n'est pas en dépensant beaucoup d'argent qu'on arrive aux meilleurs résultats.

Sur cette question d'écoulement d'eau se greffe pour la province d'Anvers et le Limbourg, une autre difficulté. C'est par la Hollande que doivent s'écouler une partie de ces eaux, or bien souvent nos voisins refusent de les recevoir.

Cette situation, qui paraissait presque insoluble, peut, en partie, être solutionnée par une heureuse initiative prévue au budget.

Un crédit est affecté à la création de bassins d'élevage. Ces bassins d'élevage peuvent se créer à très peu de frais dans les parties marécageuses.

Ils sont appelés à rendre un grand service à la pisciculture qui, sinon, disparaîtrait par suite de la contamination de nos cours d'eau, mais permettent encore d'assécher les parties basses de la Campine et de convertir des marécages en excellentes prairies. Aussi longtemps que la Hollande ne sera pas forcée de recevoir nos eaux, il n'y a pas moyen de mettre ces terrains en valeur.

La Section a été unanime à féliciter le Ministre de son initiative en émettant l'espoir que ce travail serait dans la suite exécuté sur une échelle plus vaste et cela tant au profit du défrichement que de la pisciculture.

La Section a donc conclu :

Que certains postes concernant notamment l'augmentation du nombre de fonctionnaires, les frais de routes, voyages, missions pourraient être considérablement réduits ;

Que les subsides aux concours régionaux, à l'élevage et l'amélioration de la race bovine et chevaline devraient être augmentés ;

Que les travaux de défrichements, travaux éminemment productifs, devraient être plus encouragés.

Elle est unanime aussi à déclarer que le subside de 2 millions pour rétablir la voirie vicinale est manifestement insuffisant ;

Que l'agriculture, en un mot, a droit aux encouragements accordés à toutes les autres industries.

L'agriculture est loin d'être dans la brillante situation que l'on croit. Le matériel élevage tant bovin que chevalin a pour ainsi dire pour les 8/10 disparu, les terres sont appauvries et par suite des licences d'exportation, les engrais chimiques sont inabordables ; la main-d'œuvre devient de plus en plus rare ; les prix fixés, l'an dernier pour certains produits, mettent aujourd'hui l'agriculture en perte.

Il faudra que le public se persuade, que le luxe, la toilette, le plaisir, le cinéma, ne se paieront plus désormais sur les économies faites sur le dos de l'agriculture. La guerre mondiale a démontré que l'homme ne se nourrit pas de fer et d'acier, qu'il peut créer des monuments splendides, multiplier les titres de la richesse publique, que rien ne vaut le modeste grain de blé, déposé dans le sillon et que la Providence fait fructifier au centuple.

Encourageons donc la classe agricole, pour le plus grand bien de la Patrie. La classe où vient se renouveler le sang anémié des villes et des centres

industriels ; la classe de travail et d'économie ; la classe du maximum de création, du maximum d'heures de travail et du minimum de consommation.

Le Rapporteur,

R. DE KERCKOVE D'EXAERDE.

Le Président,

EMILE BRUNET.



6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920 (1).

Tabel VII : Landbouw.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de KERCHOVE d'EXAERDE.

MIJNE HEEREN,

Wanneer men de Begrooting van Landbouw met sommige andere begrootingen vergelijkt, bevindt men dat de credieten, toegestaan voor de heropbeuring onzer voornaamste nationale nijverheid, niet in verhouding staan tot de belangrijkheid van deze nijverheid.

Van den landbouw leven 1,000,204 personen, terwijl in al de overige nijverheidsbedrijven te zamen slechts 1,000,102 personen werkzaam zijn.

De jaarlijksche voortbrenging bedraagt nagenoeg 2 milliard. Deze kan aanzienlijk vermeerderd worden, als men rekening houdt met de 100,000 hectaren heide, die in bouwland zouden kunnen omgezet worden. Gesteld dat elke hectare slechts 800 frank opbrengt, wat zeker niet overdreven is, dan bekomen wij eene jaarlijksche verhooging van meer dan 80 duizend millioen.

Het is dus meer dan ooit noodig, de landbouwvoortbrenging te bevorderen en den levensprijs op het normaal bedrag terug te brengen.

In Hoofdstuk I stelt de Middenafdeeling een aanzienlijke vermeerdering van het personeel vast.

(1) Begrooting, n° 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Mechelynck, Bertrand en Tibbaut, *ondervoorzitters*, Bologne, Buyl, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Selys-Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Drèze, Hallet, Houtart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyvere, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

Er zijn, bij voorbeeld, 7 algemeene bestuurders tegen 4 in 1914, en wel ofschoon de Afdeeling voor de inlandsche levensmiddelen van het Ministerie van Landbouw werd afgescheiden.

De leden kwamen ook op tegen de kosten der rondreizen, reizen, zendingen, welke op verschillende posten voorkomen en die meer dan 700,000 frank bedragen.

Eindelijk deed men opmerken dat, gezien de vermeerdering van het aantal algemeene bestuurders, de 52,000 frank, voor de technische raadgevers uitgetrokken, onnoodig werden.

In Hoofdstuk III: « Landbouw in 't algemeen », is een crediet van 2,000,464 frank uitgetrokken.

Indien men rekening houdt met het feit, dat dit crediet behelst: én de vergoedingen verschuldigd aan de eigenaars van in een openbaar belang geslachte dieren, én de uitgaven wegens de te nemen maatregelen tegen de voortzetting der besmettelijke ziekten, én de toelagen aan de veekweekbonden, alsmede de toelagen aan de provinciale fondsen en aan de onderlinge verzekeringen en herverzekeringen, tevens ook de sommen bestemd voor de veeprijskampen, dan stelt men vast dat dit crediet blijkbaar ontoereikend is.

Zoo, in 1914, onze landbouw om zoo te zeggen de eerste der wereld was geworden, dan was dit te danken zoowel aan de krachtdadige taaiheid van onze landbouwers als aan de talrijke aanmoedigingen van de Regeering ten bate van al wat de verbetering der rassen betreft, alsmede aan de aanmoedigingen verleend aan de veekweekbonden en aan de veeprijskampen.

Meer dan ooit dienden die toelagen te worden behouden, indien men denkt aan den staat, waarin ons hoornvee- en paardenras zich bevindt. Onze provinciën zijn zoowel met uitheemsche paarden als met uitheemsch vee overstroomd. Wat gaat er, onder die omstandigheden, van onze verschillende rassen geworden?

De ervaring heeft aangetoond dat het noodig is, opdat een teelt goede uitkomsten kunne opleveren, dat men zich moet bedienen van het plaatselijke ras, hetwelk geschikt is voor den grond en het klimaat van het land waar het leeft.

Dit ras moet men verbeteren door uitlezing, niet door kruising zelfs met verbeterde uitheemsche rassen. Ik weet wel dat de toestand voor het oogenblik bezwaarlijk is, doch het is ook het oogenblik om de aanmoedigingen te verdubbelen.

Het herstellingswerk zal lang en moeilijk zijn. In het etappengebied is het runderras om zoo te zeggen verdwenen. Wat het paardenras betreft, hebben de Duitschers ons 70,000 fokmerries ontnomen. Deze merries zouden ons ongeveer 40,000 veulens per jaar geven, wat eene opbrengst van meer dan 100 miljoen vertegenwoordigt.

Hoofdstuk IV van de Begrooting handelt over het landbouwonderwijs.

De Afdeeling was het eens om te vragen dat de Vlaamsche landbouwschool te Gent binnen zeer korten tijd zou ingericht worden. Het is noodig

dat deze school volledig zij, want, hebben wij de school van Gembloers en die van Hoei, dan hebben wij integendeel geen school in het Vlaamsche land. Deze onrechtvaardigheid moet zoodra mogelijk worden hersteld.

Over de oprichting van gewestelijke landbouwscholen werd insgelijks gehandeld. In Wallonië, in Vlaanderen en in de Kempen verschilt de landbouw teenemaal. Deze gewestelijke scholen met proefvelden zouden de grootste diensten bewijzen en met weinig kosten kunnen opgericht worden. De lokalen zijn er, de proefvelden ook, en de gewestelijke lesgevers zouden als goede leeraars kunnen optreden.

Over 't algemeen, zou het landbouwonderwijs op gelijken voet met het nijverheidsonderwijs moeten gesteld worden. Er is geen arrondissement, waar niet ééne nijverheidsschool bestaat; landbouwscholen komen er integendeel bijna niet voor. Voor 1,000 frank toelagen, verleend aan het nijverheidsonderwijs, worden er geen 100 frank besteed aan het landbouwonderwijs. Waarom dit onderscheid, daar, zooals ik in den beginne zegde, de landbouw te onzent even belangrijk is als de nijverheid?

Hoofdstuk IV eindigt met eene credietaanvraag van 50,000 frank voor de landelijke genie. De leden der Afdeeling stelden de vraag, aan wie deze 50,000 frank ten goede komen.

*
* *

In het hoofdstuk « waters en bosschen » zijn de credieten klaarblijkelijk ontoereikend, vooral wanneer men den ellendigen toestand, waarin ons boschdomein zich bevindt, in aanmerking neemt.

Tevens dienden de ontginningen ruimer aangemoedigd te worden. Verre van mij de gedachte, den Staat met deze ontgining te belasten. 't Zou eene al te kostbare en ongelukkige onderneming zijn. De voorbeelden liggen voor de hand. De Staat moet op drievoudige wijze optreden : hij moet wegen aanleggen, vervoermiddelen inrichten en zorgen voor den waterafvoer.

Ik zal niet uitwijden over de twee eerste middelen. Het springt in 't oog dat, om heiden te ontginnen en er akkergrond van te maken, wegen en vervoermiddelen noodzakelijk zijn.

Wat de derde wijze van tusschenkomst betreft : de waterafvoer, — men kan er nooit genoeg op drukken, wat een schade een slechte waterafvoer aan den landbouw berokkent.

De opmerking geldt overigens evenzeer voor de ontginningen als voor de landbouwgronden in 't algemeen. Niemand schijnt de groote belangrijkheid dier zaak in te zien. In onze tegenwoordige regeling is iedereen overgeleverd aan de willekeur van zijn gebuur.

De commissarissen der wegen hebben in opdracht, een- of tweemaal elk jaar te vergaderen in de hoofdplaats der provincie en daar een aanwezigheidspenning te komen trekken.

De Staat of de provincie zouden zich met dien dienst moeten belasten, al moesten zij daartoe aan de eigenaars eene heffing opleggen.

Zooals voor de landelijke politie, bevindt zich de gemeenteoverheid vaak

in een moeilijken toestand, en diensgevolge wordt op vele plaatsen de waterafvoer volkomen veronachtzaamd.

In de Kempen is de toestand nog verergerd door het feit, dat vele waterloopen niet op den atlas voorkomen. De atlas dagteekent inderdaad van het jaar 1860, toen een groot gedeelte van de provinciën Antwerpen en Limburg slechts eene uitgestrekte heide of moeras was. Hier kunnen dus de gemeente of de commissaris der wegen zelfs niet optreden, en de eerste de beste kan eene gracht toeleggen, welke niet dertig jaar bestaat. Hoe wil men onder die omstandigheden ontginnen?

Eene spoedige herziening van den atlas is dus noodig. Eenigen tijd vóór den oorlog had de Minister van Landbouw eenen ambtenaar gelast, de quëstie van den waterafvoer te bestudeeren. Op eenige maanden tijd bewees deze ambtenaar meer diensten aan de gemeenten dan al de commissiën en zendingen tot dan toe hadden kunnen doen. Daaruit blijkt dat het niet door groote uitgaven is dat men tot de beste uitslagen komt.

Voor de provinciën Antwerpen en Limburg komt er bij dit vraagstuk van den waterafvoer eene andere moeilijkheid. 't Is langs Holland dat een gedeelte van dit water zou moeten wegvloeien; nu, in vele gevallen weigeren onze Noorderburen dit toe te laten.

Deze toestand, welke bijna onoplosbaar scheen, kan gedeeltelijk geregeld worden door een gelukkig initiatief, dat in de begrooting is voorzien.

Een crediet werd uitgetrokken voor het aanleggen van vischkweekkommen. Deze kommen kunnen zonder veel kosten aangelegd worden in de moerasstreken.

Zij schenken ons groote verwachtingen voor den vischkweek, die anderszins zou verdwijnen door de besmetting van onze waterloopen; bovendien laten zij nog toc, de lage gedeelten van de Kempen droog te leggen en de moerassen te maken tot vruchtbaar weiland. Zoolang Holland niet zal gedwongen zijn onze waters te ontvangen, bestaat er geen ander middel om deze landerijen iets te doen opbrengen.

Eenparig heeft de Afdeeling den Minister geluk gewenscht met dit initiatief en de hoop uitgedrukt dat dit werk nog op ruimere schaal zou ondernomen worden, zoowel ten bate van de ontginning als ten bate van den vischkweek.

De Afdeeling kwam dus tot het besluit :

Dat zekere posten, namelijk die betreffende de vermeerdering van het getal beambten, de kosten van reizen, zendingen, aanzienlijk zouden kunnen verminderd worden;

Dat de toelagen voor de gewestelijke prijskampen, voor het kweken en verbeteren van het runder- en paardenras, zouden moeten verhoogd worden;

Dat de ontginningswerken, die buitengewoon voordeel opleveren kunnen, meer zouden moeten bevorderd worden.

Ook eenparig verklaart zij dat de toelage van 2 millioen tot herstelling van de buurtwegen bepaald ontoereikend is;

Dat de landbouw, met een woord, recht heeft op de tegemoetkomingen verleend aan al de overige nijverheidsbedrijven.

De landbouw is op verre na niet in zoo 'n schitterenden toestand als men denkt. Veekweek en paardenkweek beide zijn om zoo te zeggen voor 8/10 te niet, de grond is verarmd, en ten gevolge van de uitvoervergunningen zijn de chemische meststoffen niet te krijgen; het werkvolk wordt met den dag schaarscher; de prijzen, verleden jaar voor zekere producten bepaald, leidden dit jaar den landbouw tot groot verlies.

Het publiek moet er zich van overtuigen dat weelde, toilet, vermaak, kinema voortaan niet meer zullen betaald worden uit de besparingen gedaan ten nadeele van den landbouw. De wereldoorlog heeft bewezen dat de mensch zich niet voedt met ijzer en staal, dat hij prachtige monumenten kan bouwen, dat hij den openbaren rijkdom kan vermenigvuldigen, dat alles beneeden de waarde blijft van 't zedig graantje koren, in de voren neergelegd en dat de Voorzienigheid honderdvoudig doet gedijen.

Laten we dus de landbouwers aanmoedigen tot grooter heil van het Vaderland. Het is bij hen dat het volk uit de steden en nijverheidscentrums zijn verarmd bloed komt vernieuwen; bij hen zijn arbeid en spaarzaamheid in eere; bij hen geldt de leuze : maximum van voortbrenging, maximum van werkuren en minimum van verbruik.

De Verslaggever,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

